
Le retour de la politique

Bernard Ravenel

*"La guerre est dérobade. Ne combats
point à l'extérieur des mots."*
Mahmoud Darwish (poète palestinien)

*"Résister et combattre les axiomes
d'héroïsme et de mort."*
Yeshayahou Leibowitz (philosophe
israélien)

La paix au Proche-Orient, aujourd'hui en chantier, toute à construire, c'est d'abord un souvenir personnel, très beau: celui de la grande chaîne humaine qui, en décembre 1989, à l'initiative du mouvement de paix européen — celui qui s'était mobilisé contre les euromissiles — réunit 30 000 personnes, Palestiniens, Israéliens et un millier d'Européens (dont 900 Italiens), la main dans la main, autour de la muraille de la vieille ville de Jérusalem. Le peuple de la paix, multicolore, multireligieux — nombreux étaient les membres des différents ordres religieux présents dans la ville Sainte — demandait la fin de l'occupation militaire, la reconnaissance de l'OLP et deux Etats pour deux peuples. Le soleil était avec nous comme pour illuminer ce qui se promettait d'être une fête silencieuse (on ne devait pas crier des mots d'ordre) grave, mais aussi joyeuse. De multiples ballons de couleurs différentes préparés par les militants de Shalom Arshav égayaient le ciel. Mais la répression de la police israélienne, très nerveuse, concentrée autour de la porte de Damas où affluaient les Palestiniens parfois en famille, transforma brusquement l'atmosphère. Elle ne fit que donner plus de relief médiatique — Le Monde y consacra un éditorial : "Le défi de la fraternité".

N° 9 Hiver 1994

"*Time for peace*", tel était le mot d'ordre écrit sur nos Tee Shirts ou sur nos capes en mauvais plastique ou carton bouilli distribuées à la hâte avant le début de la chaîne.

Haydar Abdel Chafi fit une allusion explicite à cet événement dans sa remarquable intervention préliminaire à la conférence de Madrid, en octobre 1991. Le 13 septembre 1993, ce fut au tour d'Yitzhak Rabin dans sa brève et forte allocution qui précéda la poignée de main d'affirmer que le "temps de la paix" entre les deux peuples était enfin venu. Quatre ans après...

En réalité la grande démonstration pacifiste et pacifique de Jérusalem n'avait été que le point d'orgue de toute une série de rencontres et contacts à tous les niveaux entre Palestiniens et Israéliens organisés par cette mouvance diffuse que constitue le mouvement de paix à l'échelle européenne. Chaque année, au cours de la décennie 80, à l'occasion de la convention annuelle organisée par ces mouvements dans une grande ville européenne, une grande séance de travail était consacrée au dialogue israélo-palestinien réunissant, pour une confrontation sans concession, des personnalités de la société civile des deux peuples.

C'est tout ce travail souterrain, modeste et ambitieux, tissant patiemment les mailles d'un réseau de plus en plus dense, de plus en plus conscient de sa réussite, de ses possibilités, considérant la paix entre les peuples comme une valeur absolue et comme une pratique politique, qui a fini par porter ses fruits.

Le rôle de l'Intifada

C'est précisément dans cette nouvelle culture en formation qu'il faut situer le facteur déterminant qui a rendu possible ce grand moment que nous venons de vivre... l'Intifada. Les jeunes de l'Intifada ont imprimé un tournant décisif à la lutte de libération palestinienne. De masse, démocratique, située dans la longue durée, non armée, impossible à mater militairement, elle a apporté au mouvement national palestinien une nature, une forme et une subjectivité fondamentalement nouvelles.

En se déroulant exclusivement dans les territoires occupés, rendant ainsi explicite l'option territoriale, en ne menaçant pas le territoire israélien d'avant 1967, en refusant d'utiliser les armes et donc de tuer ou de menacer de tuer l'occupant, cette lutte était un véritable appel à la paix entre les deux peuples.

En amenant le pouvoir israélien à utiliser la force armée contre la force non armée, l'Intifada a remporté une victoire morale, donc politique, indiscutable.

L'Intifada a provoqué dans la société israélienne, certes, des réactions extrémistes — et d'autant plus violentes qu'elles cherchaient à nier une

défaite politique — mais surtout elle a permis à ce qu'une fraction sans cesse grandissante de la société civile, incluant de jeunes soldats¹, devienne protagoniste, actrice, d'un processus politique de réconciliation et de paix. David Ben Gourion, le premier président de l'Etat d'Israël n'avait-il pas averti ses concitoyens, juste après la guerre de 1967, en disant que *"les territoires (de Cisjordanie et de Gaza) doivent être restitués immédiatement avant qu'ils n'intoxiquent notre propre société"*.

A l'époque dans l'euphorie de la victoire, on n'avait guère prêté attention à ces paroles de "vieillard".

L'Intifada allait donc avoir des conséquences politiques en Israël même. Disposant alors en face de lui d'un partenaire crédible, le mouvement pacifiste israélien a pu, après la guerre du Liban et la gigantesque manifestation à Tel Aviv contre les massacres de Sabra et de Chatila en 1982, trouver son second souffle et donner une nouvelle définition de son rôle politique. Il ne s'agissait plus seulement de dénoncer les horreurs de la guerre et les injustices de l'occupation, il était désormais nécessaire et possible d'élaborer de fait des éléments de plate-forme commune avec l'Intifada.

Le mouvement de paix israélien, dans sa diversité, devenait un mouvement social pesant sur les choix politiques en Israël même. L'élection de la coalition de gauche, la constitution d'un gouvernement incluant le Meretz, regroupement politique explicitement pacifiste, en furent la conclusion institutionnelle.

Après le 13 septembre, le mouvement de paix a pu ainsi organiser une grande manifestation de soutien au processus de paix où purent s'exprimer pour la première fois des ministres israéliens et des Palestiniens "proches" de l'OLP. Inimaginable quelques semaines auparavant.

Le primat de la politique

Ainsi, les fils de l'Holocauste et les jeunes de l'Intifada espèrent désormais apprendre à vivre côte à côte, en paix. Le temps de la haine et de la négation de l'Autre doit appartenir au passé. Les peuples des exodes et des diasporas avec leurs tragédies parallèles et sourdes l'une à l'autre entendent s'émanciper d'un destin mutuellement mortifère. La politique, pour une fois, plutôt que de se soumettre aux automatismes faciles de la force et de la violence intervient comme nécessité vitale, comme invention d'avenir, fondamentalement humaine, capable de changer le cours apparemment fatal de l'Histoire. Seule la politique renonçant à l'absolutisation totalisante des droits de chacun peut

chercher et trouver un juste équilibre entre le possible et l'impossible, entre mon droit et ton droit, entre mon rêve et ton rêve.

Avec des moyens bien inégaux, les deux peuples ont fini par offrir plus d'armes à la raison que de raison aux armes, plus de force à la politique qu'à la politique de la force.

Alors, l'accord entre Israël et l'OLP est bien plus qu'une trêve; c'est le défi fécond du dialogue, du primat de la politique, contre l'utopie régressive d'une modernité blindée et militarisée qui engloutit les hommes et les consciences, les économies et les espoirs.

Si s'ouvre ainsi un passage — très étroit — vers une solution politique à peu près équitable, la raison en vient avant tout aux mutations politiques et culturelles internes qu'ont connu les deux sociétés. Mais en faisant perdre aux Israéliens et aux Palestiniens le rôle d'avant-poste dans la logique des blocs telle qu'elle s'exprimait au Moyen-Orient, il est clair que les changements internationaux survenus depuis 1989 ont aussi contribué à ces évolutions régionales. Et il serait naïf et peu responsable de ne pas prendre en compte les limites et les risques auxquels ce fragile processus de paix est confronté en raison du contexte international où il doit se développer.

D'abord on peut considérer que l'accord conclu entre Israël et l'OLP ressemble plus à un traité de paix qu'à une réconciliation entre deux peuples sur un pied d'égalité. Et l'on sait bien que dans tout traité de paix, les vaincus sont distincts des vainqueurs. En l'espèce, en se situant dans la "longue durée" des guerres du Moyen-Orient — environ un demi-siècle — et dans le cadre spatio-temporel de "Gaza Jéricho d'abord", les vainqueurs ne peuvent être que les Israéliens et les vaincus les Palestiniens et d'une manière globale les Arabes.

Cet accord trouve sa signification dans la phase historique actuelle de recherche d'un "nouvel ordre mondial" sous contrôle stratégique des Etats-Unis. Ceux-ci sont les parrains réels de l'accord et cherchent après la guerre du Golfe à "pacifier" la zone de contacts Nord-Sud que représente le Proche-Orient. De la même manière qu'ils tentent de le faire en Amérique du nord à travers l'accord Alena avec le Mexique considéré comme une zone frontalière à risques. Si l'on appréhende Israël comme une frontière américaine, on peut voir l'accord israélo-palestinien, en particulier avec sa partie économique sur-dimensionnée, comme un projet de pacification par le développement économique².

Cette dimension stratégique est incontournable. Et pourtant en rester là risque d'être réducteur et déformant, d'autant plus que la question israélo-palestinienne présente de telles anomalies qu'il est impossible de hasarder des prévisions sur la base de précédents difficiles à comparer.

Certes la revendication nationale, territoriale, semble encore bien peu satisfaite, mais derrière la question nationale il y a celle de la citoyenneté. Jusqu'à aujourd'hui, les Palestiniens n'ont été citoyens ni d'Israël, ni d'ailleurs, donc ils n'existaient pas. De ce point de vue la

reconnaissance par Israël de l'OLP, c'est à dire la reconnaissance de l'existence des droits des Palestiniens, enjeu central pour lequel on s'est battu depuis 1948, constitue l'acquis décisif.

Ce qui permet de dire que si l'accord du 13 septembre ne modifie apparemment pas le rapport réel des forces, la portée de l'accord va bien au-delà du cadre et du contenu jusque-là admis. En effet, la promotion immédiate de l'OLP à la grande politique par la grande porte — celle de Washington — peut aussi avoir une dynamique et permettre des développements inattendus et pas forcément souhaités par tous ceux qui voudraient tirer les bénéfices possibles de la situation nouvelle ainsi créée.

La nécessité politique de l'utopie

Le problème principal du Moyen-Orient a été — et reste — celui de la libération du peuple palestinien. Trop souvent le conflit a été dévié, faussé par l'intérêt des différents protagonistes à déplacer l'axe central du conflit hors de la Palestine. Le pouvoir israélien, pour ne pas prendre en compte le nationalisme concurrent, les Etats arabes pour mener à bien leurs propres objectifs dans le cadre des rivalités interarabes. L'OLP elle-même est tombée dans ce piège en Jordanie et au Liban en s'impliquant trop dans la problématique interne de ces pays, d'où Septembre noir, d'où la nature complexe des guerres menées au Liban.

Mais à travers ces terribles épisodes, transformés souvent en tragédies, le mouvement palestinien avait eu en quelque sorte une intuition fondamentale: son projet ne se voulait pas strictement "nationaliste" ou, plus exactement, a longtemps hésité entre un nationalisme exclusivement territorial et un projet transnational, d'avant garde, pour l'ensemble du monde arabe.

De ce point de vue, après la très contestable charte de 1964, qui s'appuyait sur une analyse trop réductrice et donc erronée de la nature spécifique de la communauté judéo-israélienne formée en Palestine, l'évolution de la réflexion doctrinale du mouvement national palestinien, en particulier du Fatah, mais aussi de l'éphémère FDPLP (Front Démocratique et Populaire pour la Libération de la Palestine), mérite d'être revisitée et replacée dans sa dynamique progressiste³.

A la fin de l'année 1968, le troisième congrès du Fatah définit ainsi sa conception de la Palestine de l'avenir: "*Un Etat démocratique, progressiste, non sectaire, au sein duquel juifs, chrétiens et musulmans vivraient en paix en jouissant des mêmes droits*"⁴. Par rapport aux précédentes prises de position, ce texte consacre une évolution certes non encore dénuée d'ambiguïtés — voulues —⁵ mais pleine de

promesses. En effet, cet objectif entraîne non seulement une remise en cause du sionisme, comme nationalisme exclusiviste mais aussi tendanciellement le particularisme palestinien comme nationalisme arabo-musulman. Ce texte dégageait en filigrane, laissait ouverte, une perspective de dépassement du nationalisme, du nationalisme arabe en particulier.

Cette évolution est confortée et renforcée par l'effort spécifique du FDPLP qui remplace l'idée de coexistence des musulmans, chrétiens et juifs par celle de la coexistence des Arabes et des Juifs et qui fait référence explicite aux droits culturels et nationaux des juifs d'Israël.

Ainsi, se constitue dans le mouvement palestinien un corps de pensée qui suppose en principe la fin de tout motif d'opposition à la présence des Israéliens et la fin de toute discrimination fondée sur la "race", ou mieux l'ethnie, l'opinion ou la croyance religieuse.

En dernière analyse, comme le souligne Alain Gresh⁶, *"on ne peut comprendre l'évolution ultérieure sans évaluer le saut qualitatif qu'a constituée l'adoption du mot d'ordre d'Etat démocratique" ... "Si on reconnaît aux juifs israéliens le droit de rester en Palestine, d'y disposer des mêmes droits et des mêmes devoirs que le reste de la population, comment peut-on, dans le même temps, décider sans eux de la structure étatique?"*

Reste la question non réglée de la laïcité. Le concept de laïcité n'est pas explicitement utilisé dans les textes officiels⁷. Le terme employé est en général "non sectaire" ou "non confessionnel". Et aujourd'hui avec la montée de l'intégrisme musulman la perspective "non sectaire" et démocratique reprend toute sa signification potentielle exemplaire.

Aujourd'hui, on peut dire que l'hypothèse d'une fédération — ou à tout le moins d'une confédération — palestino-israélienne, démocratique et laïque, si elle est politiquement inopérante en l'état, est conceptuellement plus avancée, plus porteuse d'avenir, que la "partition" le long de frontières qui exaltent et exaspèrent les différences en les présentant comme absolues et irréductibles⁸.

L'abandon programmatique de toute perspective en ce sens par l'OLP est le fruit d'une évolution historique qu'il ne faudrait pas oublier. En particulier l'incapacité politique et culturelle du mouvement communiste, dans toutes ses composantes et du mouvement national arabe post-colonial à servir de référence et de point d'appui pour une telle démarche a été déterminante.

Le nassérisme et le baathisme ont montré alors toutes leurs limites, et Sadate avait, à sa manière, raison quand il a été à Jérusalem en 1977. Il entérinait et exprimait une volonté de stabilisation et d'intégration avec l'Occident et avec Israël. Après avoir été un ennemi et un obstacle, Israël devait servir d'intermédiaire utile auquel tôt ou tard se serait montrée sensible la classe dirigeante arabe post-révolutionnaire, y compris celle

qui poussait au "front du refus"⁹.

Ainsi, l'OLP parvient à l'exercice de la souveraineté — encore très "limitée" — dans un contexte qui réduit presque à rien les objectifs les plus avancés d'une décolonisation conçue comme une rupture profonde avec les mécanismes de domination du système occidental. La capacité politique de l'OLP d'établir un rapport dialectique avec le système dominant a été drastiquement redimensionnée à travers une violente confrontation dans laquelle les différents gouvernements israéliens ont joué un rôle très important.

Or, le paradoxe ultime de la situation est qu'aujourd'hui la naissance envisagée de deux Etats sur la terre de la Palestine mandataire — l'un substantiellement juif, l'autre substantiellement arabo-islamique — chacun avec son propre patrimoine de valeurs et d'objectifs différents et parfois opposés par rapport à l'autre, survient alors que pour la Bosnie, le démembrement entre Serbes, Croates et "Musulmans" est le triomphe de la "purification ethnique". Tant qu'Israéliens et Palestiniens étaient ennemis et se méconnaissaient mutuellement, la séparation interne (en Israël même) et externe pouvait en quelque sorte être aisément gérée. Mais qu'advient-il maintenant dans la mesure où une situation de paix déclarée rend inutiles, "caducs", les "murs" qui organisaient et légitimaient la séparation entre les deux peuples? Pourquoi maintenir en Israël même un statut de citoyen de catégorie B pour la population arabe qui entend s'intégrer pleinement à égalité de droits à la société israélienne? Et puis, dans les territoires occupés, Jéricho est à peine à 30 km de Jérusalem; entre Gaza et Jéricho, il y a une partie de la Cisjordanie, avec villes et villages palestiniens et la nébuleuse des implantations juives. Un Etat formé par la Cisjordanie et Gaza serait pour toujours séparé en deux par le territoire israélien, alors que des milliers de Palestiniens continueront à travailler dans les industries et les services en Israël. Personne pourtant n'imagine un bantoustan pour Palestiniens "indociles"!

Alors? Le paradoxe politique de cette tragédie qui pourrait bien se terminer consisterait en ce que les parties en cause se décident à se séparer au moment même où politiquement une perspective unitaire trouve à la fois sa nécessité objective et ses possibilités subjectives chez les deux peuples. Tant que prévaudra la logique de la séparation réciproque, du projet de l'affirmation étatique tendanciellement exclusiviste de chacun, la politique comme rationalité n'aura pas définitivement triomphé.

Il ne s'agit certes pas de proposer une invraisemblable fusion entre les "entités" israélienne et palestinienne. Il s'agit de fournir aux Etats destinés à coexister durablement une redéfinition des rapports entre citoyenneté et nationalité, entre majorité et minorité, entre Etat et religion¹⁰.

C'est à partir de là que peut avancer une perspective fédérale, comme *projet* politique, c'est-à-dire comme construction sociale et mentale de ce qui permet de dépasser la contradiction historique actuelle et comme *utopie*, c'est-à-dire comme représentation d'une société au-delà de la société actuelle, fondamentalement différente mais déjà immanente aujourd'hui.

Ce qui suppose pour être politiquement efficace, pour réussir, que l'Etat palestinien ne devienne pas seulement un Etat en plus mais un fait démocratique nouveau, à l'intérieur de la société arabe, et que dans la société israélienne s'opère une intégration démocratique interculturelle entre juifs et arabes, comme le souhaite l'écrivain arabe israélien, Emile Habibi¹.

L'enjeu historique global pour l'ensemble méditerranéen est le dépassement démocratique de l'Etat-nation et de son processus d'exclusion et d'homogénéisation qui le caractérise.

A partir du modèle français, Etat, peuple et territoire doivent former les piliers de la Nation. Mais précisément, la spécificité de la question israélo-palestinienne consiste en ce que ses protagonistes ont revendiqué, au nom de leur nationalisme respectif, le même territoire. Il s'agit donc à la fois de reconnaître la légitimité de l'aspiration à l'identité nationale et de penser *en même temps* un projet spécifique permettant de dépasser la contradiction territoriale apparemment insoluble. C'est l'impossibilité même de constituer durablement sur une même terre deux Etats-nations séparés viables, qui crée l'impératif politique de penser l'utopie et d'élaborer le projet nécessaire pour tendre à sa réalisation.

Si les deux Etats s'engagent dans un processus d'approfondissement démocratique interculturel, alors les conditions d'un dépassement des nationalismes et surtout des intégrismes respectifs seraient réalisées. L'utopie transnationaliste — ou supra-nationale — deviendra un possible de l'horizon au Moyen-Orient, ouvrant, en toute transparence, la voie à la seule modernité à la hauteur des défis de notre angoissante fin de millénaire en Méditerranée.

A Jérusalem, comme à Sarajevo, à Alger comme à Paris.

Aujourd'hui, en Méditerranée, après le cauchemar, le rêve serait-il de retour?

Bernard Ravenel est historien, auteur de *La Méditerranée: le Nord contre le Sud?* Editions L'Harmattan, 1991.

Notes:

- 1 Hommage doit être rendu ici aux soldats israéliens membres de Yesh Gvul "Il y a une limite", qui ont courageusement refusé de servir dans les territoires occupés et qui, pour cela, ont été poursuivis et emprisonnés.
- 2 Cette impression me paraît totalement confirmée par l'interview de Shimon Pérès, parue dans *Le Monde* le 11 novembre 1993. Il déclare notamment: "Il n'y a aucune chance d'atteindre un règlement politique sans amélioration des conditions économiques. Nous devons tous le comprendre. La réponse au fondamentalisme islamique est là. Si le PNB par tête des pays arabes reste à 1 000 dollars par an, il y aura des troubles, s'il double les risques de troubles diminuent d'autant".
- 3 Pour une connaissance quasi exhaustive de la pensée nationale palestinienne, dans cette période clé (1968-1974), se reporter aux *Textes de la Révolution palestinienne*, présentés par Bichara et Naïm Khader, Editions Sindbad, Paris 1975.
- 4 Cité par Alain Gresh dans son livre: *L'OLP, Histoire et stratégies*, SPAG, Papyrus, 1983.
- 5 Comme le dit Abou Iyad dans la conférence de presse présentant ces propositions, il fallait être évasif car "l'idée que l'on pourrait coexister avec un peuple qui a usurpé et colonisé notre patrie après un demi-siècle de sanglantes luttes, était encore trop neuve pour ne pas être intolérable, pour beaucoup. Il fallait beaucoup de courage, voire d'audace pour faire abstraction des traumatismes et des frustrations accumulées, et aussi d'une mentalité politique formée au cours de plusieurs décennies. Mais nous eûmes raison du fardeau du passé en faisant adopter, quatre mois après ma conférence de presse, par le cinquième Congrès national palestinien (1-4 février 1969), une résolution confirmant notre objectif stratégique", in Abou Iyad, *Palestinien sans patrie*, Fayolle 1978 cité par A. Gresh op. cit. pages 53.54.
- 6 op. cit. pages 74-75.
- 7 Mais il est utilisé dans des déclarations de dirigeants.
- 8 L'idée d'un marché commun type Benelux entre Israël, la Jordanie et la Palestine, peut certes aider à une évolution positive à condition de se rappeler que l'intégration économique ne crée pas *ipso facto* l'intégration politique et l'"interculturalité" — ou cohabitation culturelle — qu'évoque Dominique Wolton à propos de l'Europe dans son récent livre *La dernière utopie* (Flammarion). Le temps de construction du citoyen est plus lent que celui nécessaire à la formation d'un producteur ou d'un consommateur... Il est à la fois cause et effet d'une culture démocratique sans cesse vivifiée par la pratique.
- 9 Comme le dit Shimon Pérès dans l'interview déjà citée: "Notre plus grand problème, philosophiquement parlant, c'est de construire un nouveau futur avec "l'establishment" politico-économique existant" . *Le Monde*, 11 novembre 1993.
- 10 Dans la proclamation de l'indépendance de 1988 à Alger, le CNP définit ainsi l'Etat de Palestine. "L'Etat des Palestiniens où qu'ils soient où sera respectée leur dignité humaine dans un régime démocratique fondé sur la liberté de pensée, la liberté de structures des partis, le respect par la majorité des droits de la minorité et le respect par la minorité des décisions de la majorité..."
- 11 "Je vois notre culture et notre patrimoine arabes s'enrichir dans la rencontre pacifique avec la culture et le patrimoine hébraïques. Le moment est venu pour tous de franchir le Rubicon" . Emile Habibi, *Le Monde*, 18 octobre 1993.